



DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE CHARENTE MARITIME

SERVICE :
SANTÉ ENVIRONNEMENT

AP N° 06-2486

A R R Ê T É

portant déclaration d'utilité publique
l'exploitation de la ressource en eau du forage de
JONZAC "Prés de Beaulieu"
*dérivation des eaux souterraines, protection de la ressource
et distribution des eaux*

LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME
CHEVALIER de la LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER de L'ORDRE NATIONAL du MERITE

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 215-13, L 211-2, L 214-1 à L 214-6 ;

VU le Code de la Santé Publique, parties législative et réglementaire - Livre III - titre II - Chapitre I^{er} "eaux potables" et chapitre IV "dispositions pénales et administratives" ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3;

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU les décrets d'application de la Loi sur l'Eau n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R 1321-7, R 1321-14, R 1321-42 et R 1321-60 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté n° 94-154 du 19 décembre 1994 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 1996, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne, et notamment les mesures B6, B22, B26, C17 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-3757 du 2 décembre 2003 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux de la Charente-Maritime ;

VU la délibération du Conseil Municipal de JONZAC en date du 29 septembre 2000, portant décision pour l'établissement des périmètres de protection ;

VU la délibération du Conseil Municipal de JONZAC en date du 29 septembre 2005 portant engagement d'indemniser les usagers ;

VU l'avis favorable de la commission départementale spécialisée captages en date du 10 mars 2005 ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral n° 05-3000 du 15 septembre 2005 ;

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur, en date du 24 février 2006 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 mai 2006 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R Ê T E :

ARTICLE 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique les travaux réalisés par la commune de Jonzac, consistant-en :

- La réalisation d'un forage dénommé "*Prés de Beaulieu*", commune de JONZAC,
- La création de périmètres de protection immédiate et rapprochée du forage et l'institution des servitudes afférentes,
- La distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - La commune de Jonzac, est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le forage "*Prés de Beaulieu*", exécuté sur le territoire de la commune JONZAC, de coordonnées Lambert II étendu :

X = [REDACTED]

Y = [REDACTED]

Z = + [REDACTED]

ARTICLE 3 - Le volume prélevé par pompage par la commune de Jonzac ne pourra excéder 130 m³/h en débit instantané et 2 600 m³/j en débit journalier.

Les volumes prélevés ne devront en aucun cas induire de transferts d'eaux de mauvaise qualité, par drainance descendante dans l'aquifère capté. Toute détérioration de la qualité pourra conduire à une modification des conditions d'exploitation, allant dans le sens d'une diminution des prélèvements. Le programme de surveillance pourra également être modifié en conséquence.

ARTICLE 4 - AUTO SURVEILLANCE

La commune de Jonzac est tenu d'équiper le forage d'un dispositif de comptage et de suivi du volume prélevé, du débit d'exploitation, du temps de pompage et du niveau de la nappe.

- Contrôle en continu des niveaux d'eau.
- Contrôle en continu des débits d'exhaure.

- Suivi en continu de la température de l'eau brute.

Une synthèse annuelle de l'auto contrôle devra être transmise au service de la DISE, chargé de la Police de l'eau.

La commune de Jonzac est en outre tenu de laisser l'accès aux installations aux agents chargés de la Police de l'eau.

ARTICLE 5 - Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal dans sa séance du 29 septembre 2005, la commune de Jonzac devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6 - Il est établi autour du forage un périmètre de protection immédiate. Pour la protection de la ressource, il est institué un périmètre de protection rapprochée dont les limites figurent sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

6.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (8800 m² - commune de JONZAC)

Il concerne la parcelle n° 4 - section ZC.

Les terrains sont acquis en toute propriété par la commune de Jonzac, clos, protégés contre les eaux extérieures.

Toutes les activités sont interdites, excepté celles résultant de l'entretien régulier du captage "Prés de Beaulieu", du forage géothermal "Lomega" et des terrains. Tous produits d'entretien potentiellement polluants sont à proscrire dans ce périmètre.

Les conditions d'accès au périmètre et les travaux qui doivent y être entrepris (Cf. mesures immédiates ci-dessous) respecteront les dispositions relatives à la protection du forage géothermal "Lomega", fixées par l'arrêté ministériel du 21 avril 2004 (article 5.1 : protection physique du captage et 5.2 : périmètre sanitaire d'urgence).

Mesures immédiates :

Un certain nombre d'actions nécessaires à la protection immédiate du captage sont d'application immédiate. Elles figurent en annexe.

6.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (30 ha - communes de JONZAC et CHAMPAGNAC)

6.2.1 - AU TITRE DE LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE

Activités interdites :

- L'installation de décharges contrôlées, le dépôt d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et le déversement de tout produit ou matière susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières atteignant l'aquifère calcaire du Turonien.
- La création d'étangs.
- Les épandages de boues de station d'épuration et de compost d'ordures ménagères.

- L'implantation d'installations classées, de stockage d'hydrocarbures, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
- La réalisation de tous forages à la seule exception des forages d'eau potable déclarés d'utilité publique.
- La création de cimetière.

Activités réglementées :

- Le stockage de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature sera autorisé dans les mêmes conditions que celles prévues par l'arrêté du 1er juillet 2004 relatif aux produits pétroliers

6.2.2 - AU TITRE DE LA REGLEMENTATION GENERALE

Toutes les autres activités non encore énoncées, ci-dessus seront réglementées par la législation générale existante ou future.

S'appliquera, de plus, la réglementation résultant de la situation du captage en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole.

L'arrêté préfectoral relatif au programme d'action dans les zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole sera appliqué. Cet arrêté préfectoral devra être mis en œuvre, avec un strict respect des capacités de stockage d'effluents d'élevage, des conditions de dépôts en bout de champ et d'épandage des fertilisants.

En outre, une attention particulière sera portée à l'utilisation des produits phytosanitaires et à la gestion des déchets associés.

Les installations existantes doivent être conformes ou rendues conformes, à ces réglementations.

Rappel des principales règles dont la mise en application conduit à la protection rapprochée des ouvrages :

1. Cas particulier des forages :

Le périmètre étant inclus dans une zone de répartition des eaux, tout prélèvement d'eau souterraine non domestique, postérieur à mars 1993 (supérieur à 40 m³/j et à 8 m³/h) est soumis à autorisation.

Tout forage reconnu d'utilité publique et atteignant l'aquifère exploité devra faire l'objet d'une étude préalable et d'un suivi par un hydrogéologue qualifié garantissant l'exécution des travaux, conformément aux règles de l'art. Toutes précautions devront être prises pour éviter les communications entre nappes (cimentation).

Les forages actuels utilisés devront faire l'objet d'un diagnostic. Les ouvrages à risque seront mis en conformité aux frais des propriétaires en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes. Ceux qui ne sont pas utilisés seront rebouchés dans les règles de l'art.

2. Les autres réglementations

L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées devront satisfaire les normes et directives techniques existantes au moment de leur mise en œuvre.

Les constructions actuelles présentes dans le périmètre rapproché et notamment les bâtiments d'élevage, devront faire l'objet d'une enquête pour déterminer le niveau d'efficacité et de conformité des dispositifs d'assainissement. Les installations inadaptées devront être réhabilitées.

ARTICLE 7 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Ces installations devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration en précisant :

- La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par un hydrogéologue, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au terme de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64-1245 du 16 décembre 1964, par les articles L 211-6, L216-1, L216-2, L216-6, L216-8, L216-9, L216-10, L216-11, L216-12, L216-13, L214-10 du code de l'environnement et par les articles de la partie législative Livre III, titre II, Chapitre IV "dispositions pénales et administratives" du code de la santé publique, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, etc.)

ARTICLE 10 - RECOURS

Les prescriptions du présent arrêté peuvent faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet ou hiérarchique auprès du ministre) et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 11 - PUBLICITE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chacune des communes concernées par les périmètres de protection, pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Par ailleurs, un extrait du présent arrêté sera adressé par le Maire de JONZAC à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées par les périmètres de protection conserveront un exemplaire du présent arrêté et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Enfin, les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées à l'article 6 seront annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 12 - Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique - Titre II – Chapitre des eaux potables.

Elles devront faire l'objet d'une déferrisation biologique et d'une désinfection au chlore avant distribution. Les boues issues de la déferrisation seront évacuées vers la station d'épuration de Jonzac pour y être traitées.

Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Le maître d'ouvrage et l'exploitant devront réaliser, au titre de l'auto-surveillance, le contrôle en continu des paramètres suivants :

- La turbidité en sortie de l'unité de déferrisation.
- Le résiduel en chlore libre en sortie de la bache de mélange.

Une synthèse annuelle sera transmise à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente Maritime, le Maire de Jonzac, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Équipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Établissements classés, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Charente Maritime.

LA ROCHELLE, le 13 juillet 2006

LE PREFET,

Signé : Jacques REILLER

ANNEXES

MESURES IMMEDIATES A LA MISE EN OEUVRE DU PRESENT ARRÊTE

PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

- Protection de la tête de forage : rehausse de la bride actuelle au moyen d'un tube allonge jusqu'à la cote 35,10 NGF, le niveau des plus hautes eaux étant établi à 34,90 NGF. La bride supérieure sera étanche avec joints et presse-étoupes pour le passage des câbles et des sondes. L'ensemble sera couvert dans un abri pour tête de puits avec capot cadenassé de fermeture, muni d'aérations haute et basse.
- Rebouchage par cimentation du forage marqué "9".
- Réfection complète de la clôture existante.
- Pose d'un nouveau portail d'accès cadenassé.
- Nettoyage de la plate forme qui a tendance à être envahie par les saules.

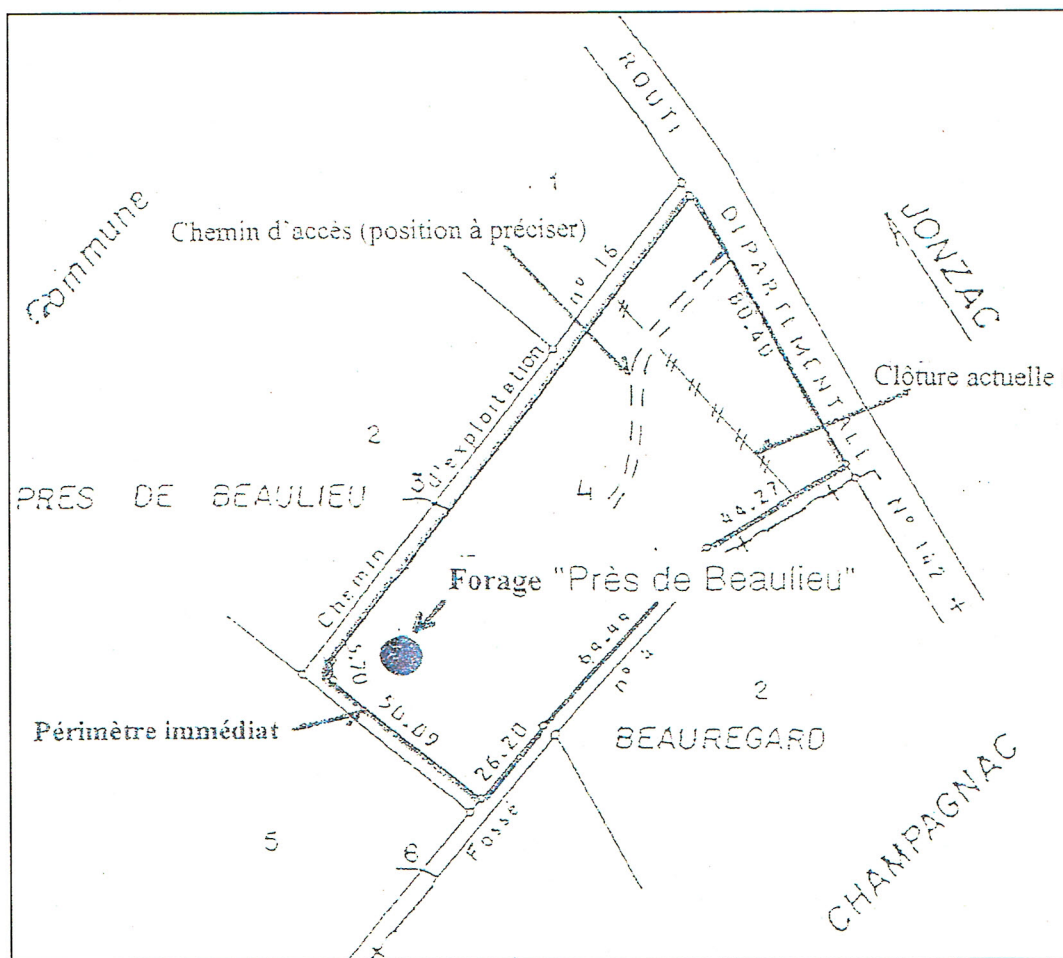
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

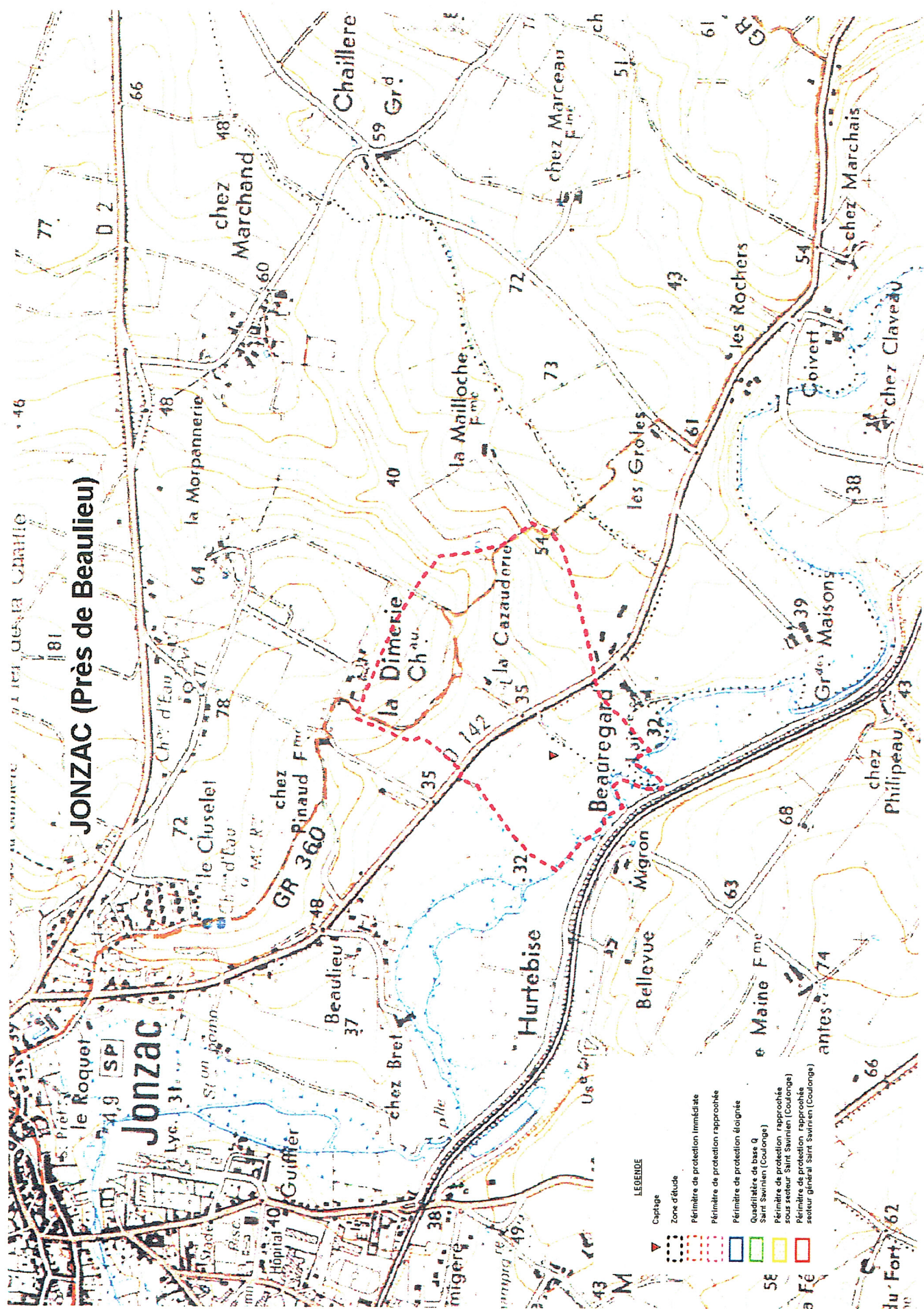
S'appliquent également, dans ce périmètre de protection, les dispositions énoncées :

- Dans l'accord-cadre relatif aux activités agricoles,
- Dans le protocole d'accord relatif à la préservation qualitative des nappes du crétacé en Charente-Maritime,
- Dans le protocole d'accord relatif à la mise en conformité des forages agricoles.

CAPTAGE DE JONZAC "Près de Beaulieu"

Périmètre de protection immédiate





PERIMETRES DE PROTECTION DU FORAGE « Prés de Beaulieu » - JONZAC

PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE		
Section ZC - parcelle n° 4 - environ 8 800 m ²		
REGLEMENTATION SPECIFIQUE		REGLEMENTATION GENERALE
Activités interdites	Activités réglementées	
<p>Toutes les activités sont interdites, excepté celles résultant de l'entretien régulier du captage "Prés de Beaulieu", du forage géothermal "Lomega" (1) et des terrains. Tous produits d'entretien potentiellement polluants sont à proscrire dans ce périmètre.</p>	<p>• Les conditions d'accès au périmètre et les travaux qui doivent y être entrepris respecteront les dispositions relatives à la protection du forage géothermal "Lomega", mentionnées ci-dessous (1).</p> <p>Mesures immédiates à la mise en œuvre de l'arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection de la tête de forage : rehausse de la bride actuelle au moyen d'un tube allonge jusqu'à la cote 35,10 NGF, le niveau des plus hautes eaux étant établi à 34,90 NGF. La bride supérieure sera étanche avec joints et presse-étoupes pour le passage des câbles et des sondes. L'ensemble sera couvert dans un abri pour tête de puits avec capot cadenassé de fermeture, muni d'aérations haute et basse. • Rebouchage par cimentation du forage marqué "9". • Réfection complète de la clôture existante. • Pose d'un nouveau portail d'accès cadenassé. • Nettoyage de la plate forme qui a tendance à être envahie par les saules. • 	

(1) *Arrêté ministériel du 21 avril 2004 relatif à l'exploitation de l'eau minérale naturelle du captage 'Lomega' situé sur la commune de Jonzac.*

Article 5 : Protection du captage

5.1. Protection physique du captage :

La tête de captage est protégée par un abri muni d'aérations. Ce local et son pourtour sont maintenus en bon état de propreté. Tout entreposage y est interdit. L'abri du captage est entouré d'une clôture grillagée, solide de 85 x 50 m.

5.2. Périmètre sanitaire d'urgence :

Le périmètre sanitaire d'urgence est défini par la clôture grillagée qui entoure l'abri du captage. A l'intérieur de ce périmètre sont interdits les actes et travaux de nature à compromettre la pureté de l'eau notamment tout entreposage de substance polluante. Seules sont admises les activités nécessaires à l'entretien du captage.

PERIMETRES DE PROTECTION DU FORAGE « Prés de Beaulieu » - JONZAC

PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (30 ha) Communes de Jonzac et Champagnac		
REGLEMENTATION SPECIFIQUE		REGLEMENTATION GENERALE
Activités interdites	Activités réglementées	
<ul style="list-style-type: none"> • L'installation de décharges contrôlées, le dépôt d'immondiées, de détritus, de produits radioactifs et le déversement de tout produit ou matière susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux. • L'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières atteignant l'aquifère calcaire du Turonien. • La création d'étangs. • Les épandages de boues de station d'épuration et de compost d'ordures ménagères. • L'implantation d'installations classées, de stockage d'hydrocarbures, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux. • La réalisation de tous forages à la seule exception des forages d'eau potable déclarés d'utilité publique. • La création de cimetière. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le stockage de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature sera autorisé dans les mêmes conditions que celles prévues par l'arrêté du 1^{er} juillet 2004 relatif aux produits pétroliers. 	<p>Toutes les autres activités non encore énoncées, ci dessus seront réglementées par la législation générale existante ou future.</p> <p>S'appliquera, de plus, la réglementation résultant de la situation du captage en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole.</p> <p>L'arrêté préfectoral relatif au programme d'action dans les zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole sera appliqué. Cet arrêté préfectoral devra être mis en œuvre, avec un strict respect des capacités de stockage d'effluents d'élevage, des conditions de dépôts en bout de champ et d'épandage des fertilisants.</p> <p>En outre, une attention particulière sera portée à l'utilisation des produits phytosanitaires et à la gestion des déchets associés.</p> <p>Les installations existantes doivent être conformes ou rendues conformes, à ces réglementations.</p> <p>RAPPEL DES PRINCIPALES RÈGLES dont la mise en application conduit à la protection des ouvrages :</p> <p>1. Cas particulier des forages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le périmètre étant inclus dans une zone de répartition des eaux, tout prélèvement d'eau souterraine non domestique, postérieur à mars 1993 (supérieur à 40 m³/j et à 8 m³/h) est soumis à autorisation. • Tout forage reconnu d'utilité publique et atteignant l'aquifère exploité devra faire l'objet d'une étude préalable et d'un suivi par un hydrogéologue qualifié garantissant l'exécution des travaux, conformément aux règles de l'art. Toutes précautions devront être prises pour éviter les communications entre nappes (cimentation). • Les forages actuels utilisés devront faire l'objet d'un diagnostic. Les ouvrages à risque seront mis en conformité aux frais des propriétaires en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes. Ceux qui ne sont pas utilisés seront rebouchés dans les règles de l'art. <p>2. Les autres réglementations</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées devront satisfaire les normes et directives techniques existantes au moment de leur mise en œuvre. • Les constructions actuelles présentes dans le périmètre rapproché et notamment les bâtiments d'élevage, devront faire l'objet d'une enquête pour déterminer le niveau d'efficacité et de conformité des dispositifs d'assainissement. Les installations inadaptees devront être réhabilitées.

S'appliquent également, dans ce périmètre de protection, les dispositions énoncées :

- Dans l'accord-cadre relatif aux activités agricoles,
- Dans le protocole d'accord relatif à la préservation qualitative des nappes du crétacé en Charente-Maritime,
- Dans le protocole d'accord relatif à la mise en conformité des forages agricoles.